

Palmarès : Suisse libéralissime

Autor(en): **Jaggi, Yvette**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **23 (1986)**

Heft 809

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1022749>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Palmarès: Suisse libéralissime

Tandis que l'éditorialiste de la Gazette de Lausanne (20.2.86) dissertait gravement sur «l'illusion libérale» — de l'autre côté du Jura s'entend bien — la Suisse se retrouve championne mondiale du libéralisme, selon un classement établi par la revue L'Expansion (24.6./6.2.86), qui range également les Etats-Unis et le Japon dans le peloton de tête. A l'autre extrême, on trouve les régimes «inter-

ventionnistes et rigides» de l'Italie, de la France et de la Suède. Quelque part entre l'économie de marché à l'helvétique et la démocratie économique version suédoise, on trouve l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et la Belgique.

Il vaut la peine de voir selon quels critères ce palmarès, en lui-même peu surprenant, a été décerné.

Pour comparer les dix pays étudiés, Gérard Moatti a utilisé 19 indicateurs, regroupés en sept batteries et pondérés selon leur importance (de 1 à 4 points selon le «degré de libéralisme»). Le total des points donne la note globale de chaque pays, qui peut atteindre un maximum de 40. La Suisse arrive en tête avec 36 points, suivie des USA (33) et du Japon (32). Notre pays perd 4 points, et aurait donc des progrès à faire sur la voie du libéralisme, respectivement aux chapitres de l'Etat-percepteur, de l'Etat-monopole, de l'échelle des salaires et des achats à l'étranger.

LA PART DE L'ÉTAT...

Les trois premiers critères se rapportent à **la part de l'Etat** (réduite au minimum selon l'idéal libéral) dans l'économie, en sa double qualité de percepteur et de redistributeur. Selon les données des comptes nationaux, les prélèvements obligatoires varient en proportion du produit intérieur brut, de 27,7% au Japon à 50,6% en Suède. Avec une ponction de 32,2%, la Suisse se trouve en troisième position, loin devant sa suivante «immédiate», l'Allemagne fédérale (37,3%). A noter que les transferts sociaux ne représentent en Suisse que

14,1% des revenus des ménages, soit deux fois moins qu'en France ou aux Pays-Bas.

L'Etat-patron joue un rôle tout à fait mineur en Suisse: les fonctionnaires représentent tout juste un dixième de la main-d'œuvre totale et les employés des entreprises publiques 2%. Ces proportions recourent assez exactement les effectifs donnés par Blümle et Imboden, dans un article où ils voulaient pourtant démontrer la sous-estimation du secteur public dans les comptes nationaux! (NZZ 24.4.85).

La Suisse perd un point au chapitre des monopoles; elle en compte en effet cinq sur les huit secteurs considérés: radio, télévision, chemins de fer, postes, télécommunications, gaz, électricité, système de santé. Tous les autres pays européens en ont autant que la Suisse, alors que les Etats-Unis ne connaissent pas l'institution du monopole de la puissance publique; le Japon n'en compte plus que deux (chemins de fer et postes), depuis la privatisation des télécommunications effectuée récemment, comme en Grande-Bretagne.

Quant à **l'Etat tutélaire**, il se distingue en Suisse par sa modestie: les subventions représentent moins de 1,5% du produit intérieur brut, soit une

proportion double des USA, mais moitié de la France et 3,7 fois inférieure à la Suède. Au moment de l'enquête, seules la France, l'Italie et la Suède connaissaient un contrôle des prix.

... ET LES AUTRES CRITÈRES

Quant aux dispositions relatives aux **salaires**, elles révèlent une flexibilité qui vaut 3 points sur 4 à la Suisse: taux de chômage de 3 (Suède) à 13 fois (Benelux) inférieur aux autres pays, progression moyenne des salaires réels entre 1980 et 1984, mais dispersion jugée plutôt faible (de 16,5) des rémunérations par branche industrielle — alors que les échelles sont deux fois plus étalées aux Etats-Unis et au Japon où les négociations salariales ne conduisent pas à cette uniformisation du travail jugée «peu incitative à la mobilité». Côté flexibilité de l'emploi, la Suisse fait 5 sur 5 grâce à son régime ultrasouple en matière de licenciements, à la modicité des cotisations sociales à la charge des employeurs, et à l'effectif «NS» (non significatif) des chômeurs de plus d'un an en proportion de la population active.

Doutant eux-mêmes de la valeur des deux indicateurs relatifs à la place des **marchés financiers** dans l'économie nationale, les enquêteurs de *L'Expansion* leur donnent un nombre restreint de points (4), que la Suisse réalise pleinement, surtout grâce à la part relativement mineure du secteur public dans les émissions d'obligations.

Quant au degré d'**ouverture extérieure**, il se mesure d'abord à l'absence d'obstacles aux importations. La Suisse, qui mène traditionnellement une politique économique extérieure libérale, récolte 3 points sur 3 au chapitre des importations de produits manufacturés, en proportion du produit intérieur brut pour une année de référence (1984 en l'occurrence), mais ne fait que 2 points sur 3 quand on mesure la progression de la valeur de ses achats

à l'étranger entre 1975 et 1984; cette «pénalisation» résulte évidemment du choix de l'année de départ, et du fait que, le niveau de nos importations ayant toujours été élevé, il n'a pu progresser aussi fortement ces dix dernières années qu'aux Pays-Bas (+ 7,8) ou en Belgique (+ 12,3). Seules la France, l'Italie, la Suède et la Belgique connaissent un contrôle des changes. Les Etats-Unis, l'Allemagne fédérale, la Suisse et la Belgique se distinguent par une relative absence d'obstacles aux investissements étrangers.

L'ÉTAT MINIMUM

Sans vouloir chicaner sur le palmarès, encore moins sur les indicateurs ou leur pondération, on doit constater le caractère évidemment approximatif d'un tel classement. En tout cas, il convient de ne pas prendre les chiffres cités trop au sérieux; car la variété des sources nationales exploitées par l'OCDE d'abord, et par *L'Expansion* ensuite, interdit toute comparaison étroite. On peut à la rigueur, de cette réunion de chiffres plus exacts que justes, tirer une vue générale du paysage économique occidental.

A ce niveau, l'image restituée par le palmarès présenté correspond sans doute bien à une réalité: celle de trois pays, Suisse en tête, USA et Japon juste derrière, où l'Etat se mêle à peine d'économie, tout juste à titre subsidiaire et si possible temporairement. Ce qui ne signifie pas que l'économie de marché y fonctionne vraiment; car si les collectivités se tiennent à l'écart, d'autres viennent troubler le jeu de la libre concurrence. On connaît les véritables interventionnistes en Suisse: ces cartels et organisations analogues, ces entreprises dominantes et autres monopoles, de droit privé plus souvent que public, qui réglementent leurs marchés respectifs plus fermement que les normes législatives les plus rigides.

De cela, le palmarès du libéralisme ne tient évidemment pas le moindre compte. Parce que pour *L'Expansion* — comme pour tous les néo-machins — le système libéral c'est surtout, c'est seulement l'Etat minimum cher à Guy Sorman; et en aucun cas la concurrence ou la transparence maximale. Tant pis pour les économistes classiques et tous leurs schémas figurant la mécanique bien huilée de l'offre et de la demande.

Y. J.

ÉCHOS DES MÉDIAS

Quelques journaux gratuits importants distribués à tous les ménages ont constitué un groupement; leur objectif est de se distinguer des simples feuilles d'annonces gratuites

— par un contenu rédactionnel important (au moins 25%),

— par une nette séparation entre articles rédactionnels et annonces publicitaires ou textes de relations publiques,

— par un contrôle du tirage sérieux.

Participent à cette entente, entre autres, *Züri-Woche*, *Biel-Bienne*, *Genève Home Informations*, *Berner Bär*.

* * *

Media Trend Journal (1/86) publie des notes de Gottlieb F. Höppli, spécialiste des médias de la NZZ. Elles portent sur une cinquantaine de Suisses qui jouent un rôle important sur notre scène médiatique nationale. Seuls deux Latins sont cités: la combative Geneviève Aubry («aus dem Süd-jura») et le socialiste Dario Robbiani. Analyse à la zurichoise ou reflet d'une triste réalité?

ATLAS

Coup d'œil sur les régions

Cent treize fois la Suisse en noir et blanc. C'est l'*Atlas structurel de la Suisse*: tout sur la géographie physique, l'agriculture, la population, le travail, l'économie, l'habitat, les élections et votations et bien d'autres choses encore.*

Le Programme national de recherche «Problèmes régionaux en Suisse» a suscité une centaine de projets dont les résultats sont à l'origine de cet atlas. Pour la première fois on dispose d'une représentation thématique des modèles régionaux et canto-

naux qui décrit les différences et les similitudes structurelles des différentes parties du pays.

Il s'agit donc d'un recueil de cartes commentées qui montrent les variations à travers le territoire de toute une série de sujets. D'un coup d'œil on perçoit l'importance d'un phénomène dans 106 régions — c'est la carte principale — dans 26 cantons et dans les 16 bassins d'emploi du pays — ce sont les cartes secondaires — et ce pour 113 sujets différents. Plus la surface est foncée et plus le phénomène est important. Facile. Et fascinant. Une mine, à parcourir pour le plaisir de la découverte, à reprendre pour l'intérêt de la comparaison, pour la recherche de corrélations. Deux transparents annexés permettent, par application sur les cartes

muettes, d'identifier instantanément la région et le canton.

Savez-vous par exemple que Genève détient la palme pour la proportion des terres cultivées par rapport à la surface cultivable, et aussi pour la proportion des fonctionnaires pour cent emplois? Que la région de Davos est en tête pour les lits d'hôpitaux? Que la région de Brigue dispose du plus fort tirage hebdomadaire de journaux par ménage? Quant à la cyrrhose du foie elle sévit surtout dans le Val de Travers alors que les habitants du Goms n'ont guère de risque d'y succomber. Enfin la Berne fédérale connaît l'un des *plus bas taux de mortalité du pays*; à vous de conclure.

* *Atlas structurel de la Suisse*, Editions Ex Libris, Fr. 29.50.